

Extrême droite et droits des femmes

29.06.2024

Introduction

Au cours des dernières semaines, l'Europe a réélu ses parlementaires. L'occasion de découvrir les programmes politiques mis en avant par les partis afin de gagner les élections. En Belgique, comme un peu partout, ces élections ont vu la droite grimper. Plus inquiétant encore, l'extrême droite continue sa percée dans de nombreux pays, dont le nôtre.

En France, le parti qui a récolté le plus de voix se trouve être le descendant direct du Front national.

Certes, Femmes de droit se revendique « apolitique ». Cela implique que nous ne nous rallions à aucun parti politique. Cependant, notre action n'en est pas moins politique. En effet, la politique influence directement les droits des femmes. Car les lois descendent immédiatement des hommes et des femmes politiques que nous élisons.

Au moment où la France traverse une crise et risque de voir l'extrême droite majoritaire au Parlement, il nous a semblé pertinent de revenir sur quelques points.

Tout d'abord, nous avons choisi de repartir d'une base de définitions. Ensuite, nous avons souhaité vous partager une grille d'analyse intéressante des valeurs politiques. Cette analyse s'éloigne du continuum gauche-droite que nous connaissons bien. Pourtant, elle permet de comprendre avec simplicité chaque proposition politique qu'on nous avance et d'identifier le lien avec les valeurs que nous défendons ou non. Enfin, nous avons voulu voir ce que l'extrême droite a fait aux femmes dans deux pays proches : l'Italie et la Pologne.

Quelques définitions essentielles

Dans cette première partie, nous souhaitons revenir sur diverses définitions qui nous semblent importantes. En effet, pour nous assurer que nous parlons des mêmes choses, il faut d'abord vérifier que nous utilisons des références identiques.

Les violences

Le dictionnaire Larousse caractérise les violences de différentes manières. Cela inclut non seulement l'ensemble des comportements déterminés par des abus de force physique, mais également la contrainte physique ou morale, exercée sur une personne en vue de l'inciter à réaliser un acte précis.

Cette pluralité de définitions démontre plusieurs choses. Tout d'abord, la notion s'utilise pour caractériser les agressions physiques directes et « évidentes ». Mais, elle fait parallèlement référence aux comportements plus subtils. Par exemple, ceux qui témoignent d'une normalisation et d'une généralisation d'une domination sexiste. Or, cela induit une diminution de la place des femmes dans la société.

Cette domination peut passer par différentes formes. Ainsi, nous pouvons penser à des paroles, des commentaires sur les réseaux sociaux ou même des publicités.

L'importance de cette définition

Définir les violences avant d'analyser l'impact de l'extrême droite sur différents pays nous semble essentiel. Nous y reviendrons plus tard. Cependant, nous pouvons déjà affirmer que les programmes de ces partis ne contiennent aucune mesure visant à lutter contre les féminicides ou les violences intrafamiliales. Pour eux, cela éroderait la conception de la famille en tant que socle et protection.

En effet, de nombreux partis et mouvements d'extrême droite promeuvent des idéologies conservatrices. Celles-ci valorisent la famille traditionnelle. En outre, elles restreignent les droits reproductifs des femmes. Cela se traduit souvent par des politiques qui limitent l'accès à l'avortement, à la contraception, et aux services de santé reproductive.

Par exemple, le 7 juillet 2022, les eurodéputé.es adoptent une résolution pour affirmer la nécessité de protéger le droit à l'avortement ainsi que la santé des femmes, y compris dans l'Union européenne. À cette occasion, l'ensemble du groupe Rassemblement National, le principal parti d'extrême droite en France, est absent.

L'extrême droite

L'extrême droite constitue une famille idéologique. Cette dernière fédère des partis, des mouvements et des groupuscules diversifiés. La critique radicale de la démocratie les unit tous.

Ils prônent des idéologies autoritaires, racistes et nationalistes. Celles-ci visent à exclure certaines personnes de la nation et/ou de la citoyenneté.

Cette famille inclut des courants assez variés. Pensons particulièrement à des partis néofascistes, néonazis, ainsi que certains mouvements religieux traditionalistes, fondamentalistes ou paganistes, des partis populistes ou souverainistes, monarchistes et des nationalistes révolutionnaires.

Ces mouvements soutiennent des normes de genre rigides. Par conséquent, ils représentent une réelle menace pour les droits des femmes. Notamment, ils risquent de renforcer les inégalités de genre et de freiner les progrès vers l'égalité des sexes.

Approche théorique d'une extrême droite — dangereusement — influente, participant à la véhiculation et à la conservation d'idéaux sexistes

Existe-t-il quelque chose de tel qu'un «parti centriste»? Qu'un centre en politique? Analyse du contexte français sous le prisme d'une analyse Lakoffienne.

Le contexte politique français actuel

La dissolution du parlement

Le 9 juin 2024, le président français Emmanuel Macron dissout l'Assemblée nationale. Cette dissolution se fait à la suite des élections européennes. En effet, au cours de celles-ci, les partis d'extrême droite ont obtenu plus de 30 % des voix. Emmanuel Macron affirme alors prendre cette décision politique de dissolution dans une volonté d'appliquer l'idéal de représentation démocratique dans le pays.

La controverse

Très rapidement, pourtant, cette décision reçoit de vives critiques. N'est-ce pas la porte ouverte pour permettre au Rassemblement national d'être majoritaire au Parlement? Cela impliquerait que le ou la première ministre devrait appartenir à ce parti. Or, le Rassemblement national descend directement du Front national. Ce dernier a fait l'objet de multiples condamnations pour racisme, antisémitisme et xénophobie, entre autres. C'est d'ailleurs ce qui a incité ses fondateur.rice.s à le renommer. La finalité assumée de ce nouveau nom? Dédiaboliser le parti. Force est de constater que l'objectif a été atteint.

La justification du président

Face à ces virulentes (et justifiées) critiques, la semaine suivante, Emmanuel Macron s'exprime à nouveau. Dans le cadre d'une conférence de presse, il tente d'expliquer sa décision. Il insiste sur la nécessité pour les Français.es de faire le bon choix aux urnes le 30 juin et 7 juillet.

Selon lui, le bon choix serait évidemment celui d'éviter les extrêmes. Tous les extrêmes. Et donc, de voter pour le parti le plus démocrate. En somme, le plus centriste.

Tous les extrêmes se valent-ils ?

Quand le président actuel fait référence aux « extrêmes », il fait ouvertement le lien entre « l'extrême gauche » et l'extrême droite. Concernant l'extrême gauche, il vise, en particulier, La France Insoumise (LFI). Puis, à la suite de l'alliance des partis de gauche, il vise sans distinction l'ensemble du « Front populaire ». Pourtant, ce dernier réunit des formations politiques variées comme la France Insoumise, certes, mais aussi les partis écologistes, socialistes et communistes. Parmi les partis d'extrême droite, il vise le Rassemblement national et Reconquête. Ce dernier a été fondé par Eric Zemmour. Marion-Maréchal Le Pen, nièce de Marine Le Pen, l'a rallié rapidement. De fait, les idées de ce parti relèvent effectivement de l'extrême droite la plus sévère. Selon Clément Viktorovitch, on peut même parler de parti fasciste. À cet égard, nous vous invitons à voir sa vidéo dans laquelle il explicite son analyse.

La tactique d'Emmanuel Macron affiche donc le parti Renaissance comme un entre-deux raisonnable, démocrate et juste. Le seul entre-deux valable, d'ailleurs. Mais existe-t-il quelque chose de telle qu'un centre en politique ?

Une analyse Lakoffienne

Utiliser l'analyse de George Lakoff peut aider à répondre à cette question. En effet, Lakoff est un professeur de linguistique à l'université de Berkeley en Californie. Il offre une grille de lecture de la compréhension du langage. Une interprétation du travail de Lakoff se sert du travail du linguiste pour analyser la nature métaphorique des idées politiques.

La compréhension par la métaphore

L'apprentissage par la métaphore

Pour apprendre, les humain.es recourent à différentes méthodes. Mais, l'une d'elles constitue la base de tout apprentissage. On peut la considérer comme fondamentale. Il s'agit de la métaphore.

Les humain.es l'utilisent parfois de façon consciente, mais la plupart du temps de manière inconsciente.

Il s'agit de projeter une structure schématique connue sur un domaine inconnu qu'on cherche à comprendre.

Quelques exemples de métaphores

Pour bien comprendre, prenons quelques exemples de métaphores.

Par exemple, on peut dire que l'amour ressemble à une rose. Cette métaphore compare l'amour à une rose. Elle évoque ainsi sa beauté, sa délicatesse, mais aussi les épines qui peuvent causer de la douleur.

Une autre métaphore consiste à dire que le temps, c'est de l'argent. On rapproche alors le temps à de l'argent afin de souligner sa valeur. Cela permet également de montrer l'importance de le gérer de manière efficace.

Dans le mouvement militant, nous affirmons parfois que nous « semons des graines » en dispersant des idées féministes. Cette métaphore suggère que les idées ont le potentiel de croître. Mais aussi, de se développer en quelque chose de bien plus grand et plus beau.

La structure neuronale des humain.es

Ce mécanisme de métaphore se déroule de manière automatique, et souvent inconsciente, donc. Dès lors, il correspond aux structures neuronales de notre cerveau. Le domaine connu dont on s'inspire pour en comprendre un autre s'appelle domaine source. Le domaine qu'on cherche à comprendre se nomme domaine cible.

Éclairer ou cacher des aspects

L'usage d'une métaphore permet d'éclairer un des aspects du domaine cible qu'on cherche à appréhender. Mais, ce faisant, elle peut aussi en laisser d'autres dans l'ombre.

Ainsi, comparer la vie à un voyage met en lumière l'idée d'un cheminement. Cela illustre, notamment, les différentes destinations possibles, mais également

les obstacles à surmonter. Par conséquent, cette métaphore permet de comprendre la notion de progression et de défis à relever. Toutefois, elle relègue dans les ténèbres bien d'autres aspects de la vie. Pensons à la complexité des relations humaines. Ou encore aux conséquences du milieu social dont on vient.

Dans ces conditions, l'utilisation d'une métaphore à la place d'une semblable peut influencer la perception de l'interlocuteur.ice. En effet, elle mettra en avant certains éléments qu'on souhaite avantager. Cependant, elle en occultera d'autres, pourtant essentiels parfois.

Par conséquent, le choix des mots et des métaphores a bien plus d'importance qu'on ne se l'imagine. Surtout en politique. Ainsi, « combattre le sexisme » ne correspond pas exactement à « œuvrer à plus d'égalité ». Nous y reviendrons.

Comprendre l'abstrait

Par ailleurs, le cerveau humain appréhende d'abord le monde à travers ce que les humains peuvent approcher de leurs sens. C'est-à-dire, les objets très concrets. Ces derniers seront ensuite utilisés comme domaines sources, par le biais des métaphores. Ces métaphores constituent donc la base de notre compréhension des notions abstraites.

Nos bibliothèques de références

Or, en fonction de nos vécus, nous n'avons pas la même « bibliothèque » de domaines sources. En effet, nos expériences de vie façonnent notre compréhension du monde.

En d'autres termes, nos parcours de vie individuels nous fournissent des références spécifiques. Celles-ci deviendront nos domaines sources. Or, ces domaines influencent la manière dont nous interprétons les concepts abstraits. Ces références constituent, en quelque sorte, notre « bibliothèque personnelle ». Celle-ci diffère en fonction de notre histoire, de notre culture, de nos interactions sociales, mais aussi de nos apprentissages.

Ainsi, quand nous grandissons dans un milieu rural, nos références comprennent probablement la nature, les saisons, les animaux et leur cycle de vie. En revanche, lorsque nous évoluons dans un milieu très urbain, nous nous référons plutôt à la technologie, aux interactions sociales et humaines. Les références de durée et de distance de déplacement varieront énormément.

L'application au champ politique

Lakoff avance que les campagnes politiques et les choix des électeur.rice.s se basent sur différents éléments. Tout d'abord, leurs expériences personnelles. Ensuite, le milieu dans lequel ils/elles ont grandi. La culture occidentale représente également un facteur d'influence.

Nous allons proposer une analyse de la métaphore politique « la nation est une famille » sous l'angle de Lakoff. En effet, la notion de « nation » est très abstraite. En revanche, nous nous représentons tous et toutes ce que constitue une famille. La nôtre. Celles de nos ami.es...

Deux modèles de famille

Sous cet angle d'analyse, deux « idéaux types » se dégagent. En effet, on observe deux grands modèles de familles identifiées par les individus de notre société. En premier, nous retrouvons le modèle du père, et, par extension, de la famille autoritaire. En second, nous apercevons plutôt l'idéal d'une famille dite « nurterante ».

Le modèle patriarcal

Le modèle du père strict constitue celui dans lequel le père incarne l'autorité. Ce dernier définit la politique générale de la famille. La mère l'aide à maintenir son autorité, notamment en gérant les activités du quotidien.

Le monde extérieur représente un danger. Et le père symbolise donc une figure de protecteur. Lui seul différencie le bien et le mal. Les enfants, quant à elles/eux, ne recherchent que le plaisir pur. Ils/elles n'ont, de base, aucune conscience des valeurs adéquates. Sans l'éducation stricte du père, ils/elles ne peuvent que mal tourner. Les violences sont inévitables. L'unique façon de les traiter consiste à les réprimer sévèrement.

C'est le père qui leur apprend donc à différencier le bien du mal, à travers un système de punitions et de récompenses. Les valeurs promues sont celles de la discipline, de l'effort et du mérite.

Certes, on peut offrir des cadeaux aux enfants pour leur faire plaisir. Mais, il faut conditionner ce cadeau à un effort. Ce modèle revendique le principe de la méritocratie. Et ce schéma critique fortement l'aide gratuite, sans contrepartie. En effet, cette aide apparaît comme de l'assistanat. Elle inciterait les individus à en faire le moins possible.

Le modèle « nurterant » ou bienveillant

Le modèle des adultes « nurterant » part d'un principe complètement différent. Le mot « nurterant » n'existe pas vraiment. Il s'agit d'un néologisme venant de l'anglais « To nurse ». Cela signifie prendre soin de soi et des autres. Cependant, on a tellement galvaudé le terme « bienveillance », qu'il semble avoir perdu toute sa signification. Dès lors, nous lui préférons ce néologisme. Néanmoins, nous utiliserons ces deux mots comme synonymes au cours de cette analyse.

Dans ce modèle, les adultes entourent l'enfant avec empathie, bienveillance et protection. Ils/elles prennent l'enfant en charge, le/la soignent et l'encouragent à être heureux/heureuse. Les adultes l'incitent à trouver du sens dans les interactions qu'il/elle mène et dans la bienveillance. L'enfant devient responsable, autonome et auto-discipliné.e. En effet, il/elle est respecté.e. Et les adultes prennent en charge ses besoins.

Dans ce modèle, tout le monde prend soin de tout le monde. Celle-ci n'impose pas de hiérarchie entre les membres de la famille, ayant pour valeur le respect mutuel. Les adultes doivent expliquer les décisions prises. Ces dernières peuvent faire l'objet de discussions, voire de négociations. En effet, les enfants sont considéré.e.s comme des personnes à part entière.

La famille « nurterante » perçoit le monde comme perfectible. Dès lors, chacun.e est invité.e à agir de son mieux pour l'améliorer et pour (se) protéger des dangers.

Dans ce modèle, on part du principe que les enfants naissent fondamentalement bon.ne.s et gentil.le.s. S'ils/elles commettent des violences, on en cherchera la cause dans l'environnement. La meilleure façon de prendre en charge la violence consiste donc à empêcher qu'elle ait lieu. En effet, la violence est perçue comme évitable.

Les valeurs promues consistent en la bienveillance, la bienveillance, le respect, l'entraide, le soutien mutuel, la préservation de l'environnement du groupe et l'amour.

Ces deux modèles en termes politiques

Chaque parti politique met en avant des valeurs politiques. Ces dernières illustrent le modèle de société que le parti veut défendre.

Ainsi, les valeurs de la famille patriarcale s'associent particulièrement aux idéaux de droite et d'extrême droite. En revanche, les valeurs de la famille « nurterante » relèvent plutôt des idéaux de partis dits de gauche voire d'extrême gauche.

Effectivement, dans ce contexte, les valeurs de la famille patriarcale évoquent ordinairement des structures familiales où la hiérarchie et l'autorité prédominent. Ces idéaux prônent la stabilité, l'ordre social ou encore la conservation des valeurs traditionnelles.

De l'autre côté, les valeurs de la famille «nurterante» mettent en avant l'importance de l'empathie, de l'égalité et du soutien mutuel. Cela correspond davantage aux idées progressistes. En effet, ces dernières promeuvent l'inclusion, l'égalité des chances et la solidarité sociale.

Un bimodèle

On remarquera que ceci constitue un bimodèle. En effet, on n'y aperçoit aucun centre. De fait, cette grille d'analyse ne dégage pas la possible existence d'un centre.

Sous une analyse Lakoffienne, il ne s'agit pas de trouver un juste milieu entre ces deux idéaux de famille. Il n'y a pas de continuum entre la famille autoritaire d'un côté et la famille «nurterante» de l'autre.

Chaque mesure d'un programme politique relève de l'un ou de l'autre modèle. Il n'est pas possible d'être en partie des deux. Les caractéristiques appartenant à l'idéal type de la famille autoritaire sont seulement reprises telles quelles dans des programmes «centristes».

Concrètement, on ne peut pas à la fois partir du principe que l'humain.e naît profondément bon et à la fois qu'il naît sans avoir de bonnes valeurs, qu'il/elle ne pourra acquérir que grâce à une éducation stricte. On ne peut pas à la fois estimer que l'aide inconditionnelle constitue la meilleure chance pour l'humain.e de développer son plein potentiel et en même temps que l'aide inconditionnelle induit une fainéantise condamnable.

En ce sens, il n'apparaît pas de centre «de gauche». Il existe seulement une gauche empruntant des idées de droite afin d'attirer davantage d'électeur.rice.s.

Il n'existe que des mesures qui mettent en œuvre des valeurs qui relèvent de l'un ou de l'autre modèle.

En outre, Lakoff estime qu'il n'existe pas de troisième paradigme aussi fort que les deux présentés jusqu'ici. Selon lui, ces deux modèles coïncident avec deux archétypes diamétralement opposés.

Cette grille d'analyse permet de sortir de la traditionnelle lecture gauche/droite.

Un mécanisme de sous-représentation des idées de gauche ?

Les partis de gauche constatent une perte de voix au profit de la droite. Une stratégie semble alors évidente : récupérer les valeurs méritocratiques de la droite. Ils espèrent ainsi mieux correspondre aux attentes des citoyen.ne.s.

Ils adoptent donc un discours stipulant que les droits sociaux doivent se mériter. Cela se fait au dépit de l'idéal type nurterant. En effet, cette conception « de gauche » favorise un schéma donnant des droits sociaux de manière générale et systématique, sans poser de question de mérite au préalable.

D'ailleurs, cette notion de « mérite » se trouve au centre de tout idéal type de famille autoritaire. Cela correspond, on l'a vu plus haut, aux aspirations de droite. Selon leur comportement, on récompense ou on punit les enfants.

Dès lors, intégrer une logique méritocratique dans les droits sociaux intensifiera implicitement le paradigme de famille autoritaire. Or, cela se fera forcément au préjudice du modèle de famille nurterant. Et, par conséquent, cela se fera au détriment des valeurs de gauche.

Cela implique alors un renforcement de la droite. Ce qui donnera encore plus envie d'attirer les électeur.rices de droite en adaptant son discours. Voilà le serpent qui se mord la queue.

Une normalisation grandissante de l'extrême droite

L'analyse du travail de Lakoff fait ainsi référence à la montée de l'extrême droite en Europe. Il mentionne que les partis de droite ont tendance en réponse à adopter certaines mesures extrêmes pour convaincre davantage leur électorat.

En parallèle, la gauche reprend les mesures « les moins pires » de la droite pour faire de même. Bien que ces mesures ne soient pas les plus « extrêmes », cela contribue tout de même à renforcer l'influence des idéaux/théories d'extrême droite.

Sous cette interprétation, on peut tirer une même conclusion : on normalise les idées et valeurs d'extrême droite. Ainsi, on peut penser à diverses mesures concernant la migration proposées par le parti « Renaissance » d'Emmanuel Macron lors des campagnes présidentielles de 2022. On peut également se référer au rapprochement récent et assumé d'Eric Ciotti avec le Rassemblement national (RN). En effet, Ciotti dirigeait anciennement le parti de droite Les Républicains. Ce dernier a proposé une union de son parti avec

le Rassemblement national (RN) afin de gagner des voix aux législatives qui arrivent.

On observe bien qu'il n'existe pas de « juste milieu ».

Il s'agit d'un emprunt, d'une adoption d'idées extrêmes camouflées sous un parti politique « moins extrême ». Pourtant, ce parti participe, à son échelle, à normaliser des réformes, des idées, des décisions de plus en plus à droite de l'échiquier politique.

D'ailleurs, on peut même dire que « ni de gauche ni de droite » rime souvent avec « d'extrême droite ».

Les « extrêmes » existent-ils ?

Revenons à l'allocution d'Emmanuel Macron au moment où il fait référence à deux extrêmes. Pour rappel, il vise alors le Rassemblement national (RN), à l'extrême droite et la France insoumise (LFI), à l'extrême gauche.

Pourtant, nous pouvons questionner cette affirmation, notamment à la lecture de la récente investigation du Conseil d'État français. Ce dernier confirme que le Rassemblement national (RN) relève de l'extrême droite, n'en déplaie à certain.e.s de ses militant.e.s. En revanche, il range le parti de la France Insoumise (LFI) à gauche, et non à l'extrême gauche.

En effet, l'extrême gauche s'appuie sur des valeurs préconisant la grève générale et les mouvements sociaux pour renverser les normes de pouvoir en place.

En se basant sur cette définition, le Conseil d'État constate qu'il ne s'agit pas de la logique de la France insoumise (LFI). Dans le prolongement, nous observons que les décisions de la coalition de gauche (le « Front populaire »), prônent des valeurs démocratiques et républicaines.

En revanche, l'extrême droite s'affirme comme effective et croissante au sein du pays.

La solution consiste par conséquent à éduquer davantage le corps électoral quant à ces différentes conceptions. Cela permettrait de clarifier l'impact de la culture et du contexte géographique/social/familial dans lequel nous avons grandi sur nos idées.

Sous la grille d'analyse de Lakoff, interprétant la politique de manière dichotomique sous le prisme de deux idéaux, il n'existe donc pas de centre.

Antiféminisme, extrême droite et société de la performance : des femmes constamment diminuées par un modèle politique

Pour brièvement faire référence au paragraphe précédent, on peut difficilement dégager un centre politique. Par ailleurs, les idées provenant de l'extrême droite et du modèle familial patriarcal grandissent au détriment de la gauche.

Ce modèle familial patriarcal entraîne des violences plus ou moins directes et visibles. Celles-ci vont de pair avec des idéaux sexistes. Dans l'ouvrage « Préparez-vous pour la bagarre. Défaire le discours sexiste dans les médias », Rose Lamy fait référence à la prééminence du discours misogyne sur les réseaux sociaux.

L'autrice insiste sur le fait que ces remarques sexistes véhiculées sur ces plateformes ne sont pas le résultat du hasard. Elles sont faites en pleine conscience. En outre, elles participent à la diminution de la place des femmes dans une société tellement patriarcale.

« Ce système, qui repose sur la séparation binaire des genres et sur la domination du groupe des hommes sur celui des femmes, est au cœur de nos vies sociales et intimes, entraînant un continuum de violences. » (LAMY, rose, Préparez-vous pour la bagarre. Défaire le discours sexiste dans les médias, Points, n° P5718, 2022).

Une euphémisation des violences faites aux femmes

De la même manière, les médias considèrent souvent les violences faites aux femmes comme des « faits divers ».

Ainsi, on les perçoit comme exceptionnelles, rarissimes. Dès lors, le public a difficilement accès à l'interprétation politique de ces violences. Pourtant, cette interprétation est nécessaire pour comprendre et traiter le problème à sa racine.

« Il est très rare qu'on nomme les femmes dans les titres et brèves de faits divers. On les présente plutôt comme des auxiliaires de l'homme, définies par un pronom possessif "sa compagne", "sa femme". »¹

Bien que les femmes soient des victimes de violences masculines, les médias les dépeignent comme inférieures aux hommes. On y observe la présence de l'autorité patriarcale dans les grands titres. Ces derniers objectifient

¹ rose LAMY, *Préparez-vous pour la bagarre. Défaire le discours sexiste dans les médias*, Points, n° P5718, 2022.

fréquemment les femmes. Ainsi, un média a titré : «*Elle peine sur ses mots croisés, il l'électrifie* ». Pourtant, comme l'avance l'autrice, «*c'est une ligne de chemin de fer qu'on électrifie, pas une femme* ».

De plus, les grands titres cherchent toujours à justifier les violences. L'exemple du haut explique «l'électrification» par des difficultés à remplir des mots croisés. Il s'agit donc de nier, encore une fois, l'aspect politique des violences. Par conséquent, cela donne une excuse, souvent fragile, à l'homme agressif. Cependant, cela met de côté la cause principale de ses actes. C'est-à-dire la misogynie et l'idée d'un «chef de famille». Dès lors, cela entraîne une hiérarchie relationnelle sexiste et dangereuse.

Les conséquences de l'extrême droite sur les droits des femmes en Pologne et en Italie

Afin de rendre notre propos plus concret, nous avons décidé de nous intéresser à deux pays proches : l'Italie et la Pologne. En effet, ceux-ci ont connu, dans leur histoire récente, la montée de l'extrême droite au pouvoir. Nous allons donc voir ce que cette extrême droite a fait aux femmes et à leurs droits.

Le contexte historique d'une Italie fasciste

Commençons par revenir sur le contexte historique de la montée de l'extrême droite en Italie.

Une absence de cordon sanitaire envers l'extrême droite

Au cours du 20^e siècle, le débat entre l'extrême droite et les autres partis a toujours été plus ou moins ouvert en Italie². En effet, contrairement à différents pays européens, il n'y a pas eu de « cordon sanitaire ».

Mais, de quoi parle-t-on lorsqu'on évoque un cordon sanitaire ?

Il s'agit d'un principe belge visant à mettre de côté les partis d'extrême droite pour empêcher leur majorité politique. Ces partis n'ont donc pas de place dans les médias leur permettant de distiller leurs idées. De nombreux/nombreuses professionnel.le.s relèvent l'efficacité du procédé. Nous constatons, cependant, l'effacement de ce cordon sanitaire en Belgique. Et nous le déplorons.

² G. BULLI, « Quand l'extrême droite est au pouvoir. Le cas de l'Italie. », *Fondation Gabriel Péri*, 22 mars 2024, disponible sur <https://gabrielperi.fr/bibliotheque/articles-et-livres/lextreme-droite-au-pouvoir/>.

Le système électoral italien

Avant d'aller plus loin, contextualisons davantage le système électoral italien. Celui-ci combine une part de représentation proportionnelle et une part de scrutin majoritaire.

Concrètement, pour le premier, on octroie une partie des sièges en fonction du nombre de votes reçus par chaque parti. Cela signifie que les partis remportent des sièges en proportion du soutien populaire. Cela correspond au dispositif que nous connaissons en Belgique.

Pour la portion de scrutin majoritaire, on répartit les sièges selon un autre principe. Ainsi, on attribue les sièges au parti qui obtient le plus de suffrages dans chaque circonscription. Dès lors, on ne tient absolument pas compte du nombre total de votes reçus. Il s'agit, par exemple, du système électoral retenu en France.

Ce système électoral mixte tente de garantir une représentation équitable des différents intérêts politiques en présence. Il vise parallèlement à permettre aux électeurs et électrices de choisir des représentant.e.s spécifiques dans chaque région.

Ajoutons également que le modèle parlementaire du pays comprend deux principales coalitions de partis : la coalition de centre droit et la coalition des partis de gauche.

La montée en puissance du fascisme

Entre 1919 et 1945, le fascisme du « Duce » (Mussolini) gagne en influence sur le territoire Italien. Nous verrons ici comment ce modèle politique correspond au paradigme patriarcal (sous un angle Lakoffien). Cela nous permettra d'observer comment il perpétue des mécanismes de violences sexistes.

« Fratelli d'Italia » ou « Frères d'Italie » : le parti d'extrême droite au pouvoir empruntant des idées au fascisme du 20e siècle

L'actuel parti au pouvoir en Italie se nomme « Fratelli d'Italia ». Nous pouvons le traduire en français par « Frères d'Italie ». Giorgia Meloni dirige ce parti. Ce dernier dit s'éloigner et rejeter la période de l'Italie fasciste. En effet, les partisan.ne.s ont tendance à qualifier cette période de l'histoire de « mal absolu ».

Cependant, pour beaucoup l'extrême droite contemporaine italienne trouverait ses racines dans l'idéologie fasciste de la première partie du

20e siècle. Effectivement, certaines organisations politiques font un lien direct entre le fascisme et l'extrême droite. Il s'agit notamment de l'analyse de SetB, le principal groupe de centre gauche du Parlement européen³. En effet, ils associent ouvertement la lutte contre l'extrême droite à la lutte contre le fascisme.

Le média « Mise au point » fait également référence au fait qu'il existe un même socle de valeurs entre l'Italie sous Meloni et sous l'idéologie fasciste du début du 20e siècle. Cela se remarque, particulièrement avec leur slogan. Ce dernier clame : « Dieu, Patrie, Famille ».

Par ailleurs, ce slogan rappelle bien l'idéal de la métaphore de la famille patriarcale. Ainsi, son application légitime des politiques sexistes, comme avancé plus haut dans l'analyse des travaux de Lakoff.

Par conséquent, il semble que l'éloignement entre le fascisme et l'extrême droite soit davantage historique qu'idéologique.

Le fascisme : comment le déterminer ? Quels liens avec l'extrême droite contemporaine ?

Revenons à la signification du mot fascisme. Selon celle du Larousse, le fascisme se définit de la manière suivante⁴.

Premièrement, il s'agit d'un régime établi en Italie de 1922 à 1945. Ce dernier se fonde sur la dictature d'un parti unique, l'exaltation nationaliste et le corporatisme. Deuxièmement, il s'agit d'une doctrine ou tendance visant à installer un régime autoritaire rappelant le fascisme italien ; ce régime lui-même.

Reprenons l'analyse de Lakoff et la métaphore entre la politique et la famille. On observe alors que ces deux définitions sont toutes les deux en adéquation avec le modèle patriarcal. En effet, elles perpétuent toutes deux un idéal hiérarchique et dominateur.

³ « Les groupes politiques du Parlement européen », *Parlement européen*, s.d., disponible sur <https://www.europarl.europa.eu/about-parliament/fr/organisation-and-rules/organisation/political-groups>.

⁴ « Fascisme », *Larousse*, France, s.d., disponible sur <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/violence/82071#:~:text=Ensemble%20des%20actes%20caract%C3%A9ris%C3%A9s%20par,%C3%A0%20r%C3%A9aliser%20un%20acte%20d%C3%A9termin%C3%A9>.

Le développement du parti « Frères d'Italie »

Revenons au contexte politique italien. Depuis 2014, Giorgia Meloni chapeaute le mouvement d'extrême droite et populiste « Frères d'Italie ». Ce dernier se crée en 2012 à la suite d'une scission de partis conservateurs et de droite. Originellement, la première personne ayant dirigé le parti, Ignazio La Russa, était membre de la coalition du centre droit.

Les « Frères d'Italie » gagnent progressivement en popularité. Ainsi, ils décrochent le pourcentage de voix nécessaires (4 %) lors des élections européennes. Cela leur permet d'envoyer 32 député.e.s et 18 sénateur.ice.s au parlement.

Lors des élections générales de 2022, Giorgia Meloni et son parti « Frères d'Italie » obtiennent la majorité électorale, en alliance avec les partis de droite.

L'influence de la montée de l'extrême droite sur le droit à l'IVG en Italie

Le manque de volonté politique pour assurer le droit à l'avortement aux femmes

Les activistes féministes italiennes considèrent que l'un des droits les plus menacés pour les femmes est celui de l'avortement.

Certes, l'interruption volontaire de grossesse (IVG) est légale au sein du pays depuis 1978. En revanche, peu de professionnel.le.s de santé acceptent d'appliquer ce droit systématiquement.

Le média « France 24 » souligne un manque de volonté politique de l'État pour faire valoir cette prérogative⁵. Ce manque d'ambition semble lié avec la montée de l'extrême droite et de formations traditionalistes. Celles-ci accordent une place importante à une idée invariable de la vie familiale. Ainsi, « Fratelli d'Italia » (Frères d'Italie) a comme slogan « Dieu, Famille, Patrie ». Sous cet angle, avorter reviendrait à mettre en péril un idéal fixe de famille traditionnelle.

⁵ B. DODMAN, « Législatives en Italie : face à l'extrême droite, un droit à l'avortement menacé », *France 24*, 23 septembre 2022, disponible sur <https://www.france24.com/fr/europe/20220923-l%C3%A9gislatives-en-italie-face-%C3%A0-l-extr%C3%Aame-droite-un-droit-%C3%A0-l-avortement-menac%C3%A9>.

Le média «RTBF actu» appuie également ce propos⁶. Effectivement, les journalistes font référence à certaines personnalités de la formation politique «Frères d'Italie» affiliées aux mouvements autoproclamés pro-vie et antiavortement au sein du pays. Le journal interroge Massimo Prearo, chercheur en science politique à l'université de Vérone. Celui-ci affirme que la présente ministre de la famille Eugenia Roccella (rattachée au parti «Frères d'Italie») est une militante pour le traditionalisme familial. En effet, Eugenia Roccella se présentait comme la porte-parole de la manifestation Family Day en 2007. Cette manifestation prônait les «valeurs» d'une famille traditionnelle, patriarcale. Elle visait à «protéger les enfants» d'une «propagande» LGBTQ+. Le chercheur en poste à l'université de Vérone mentionne également le cas de Maria Rachele Ruiu. Il s'agit de l'une des dirigeantes de l'association Pro Vita & Famiglia. Elle candidate aux élections législatives en 2022 sous le nom du parti. La manifestation se dit «pro-vie» et radicalement contre l'avortement.

Le soutien des militant.e.s anti-choix

L'idéalisation d'une image tronquée des femmes

Le traditionalisme familial est influent au sein de l'extrême droite italienne. Il participe, dès lors, à limiter les droits des femmes. En effet, questionner la famille traditionnelle et tolérer l'idée de l'avortement mettrait en péril l'un des piliers principaux du parti.

Comme le chercheur Massimo Prearo, interviewé par RTBF actu, l'a avancé, cela pousse des membres de l'extrême droite italienne à soutenir ou même diriger des groupes/associations auto-proclamé.e.s pro-vie. Par conséquent, la violence inclut les atteintes aux droits fondamentaux. Parmi ceux-ci, pensons à celui de l'interruption volontaire de grossesse.

En effet, avec le parti au pouvoir «Frères d'Italie», on retrouve une idéalisation d'une image fixe de la place et de la fonction de la mère au sein du foyer. Le média «l'anticapitaliste» l'a pointé dans l'un de ses articles.

«En s'affirmant en tant que femme, mère, Italienne et croyante, Giorgia Meloni récupère les mots d'ordre fascistes, Dieu, famille, patrie, tout en brouillant les frontières entre l'espace privé et l'espace public. Ainsi, le répertoire féministe qui permet de politiser l'intime est ici renversé et sert à

⁶ C. BORDECQ, « En Italie, la droite radicale de Giorgia Meloni accusée de légitimer les associations anti-IVG », RTBF.be, 24 avril 2024, disponible sur <https://www.rtb.be/article/en-italie-la-droite-radicale-de-giorgia-meloni-accusee-de-legitimer-les-associations-anti-ivg-11364021>.

renfermer la femme dans le rôle qui lui a été assigné par l'institution familiale et religieuse. »

On observe ainsi que l'extrême droite italienne fait la promotion d'une position « fixe » des femmes au sein de la famille. Or, cela contraint ces dernières, sous pression, à se conformer aux attentes sociétales. Cette représentation domestique normalise une place diminuée des femmes en société. Malheureusement, cela entraîne des conséquences graves sur l'efficacité des procédures juridiques pour traiter les cas de violences conjugales par exemple. Ainsi, on voit bien que dans un tel schéma, les autorités entendront beaucoup moins la parole d'une femme victime. En conséquence, elles considèreront probablement sa plainte comme illégitime. Dès lors, elles ne mettront aucune mesure de protection en place. Imaginez alors les risques que ces violences s'accroissent !

Quelles valeurs soutiennent ces positions ?

Reprenons la grille d'analyse proposée par Lakoff afin de déterminer le modèle idéal soutenu par ces positions.

Sous une analyse Lakoffienne, cette peur se lie à l'influence de la métaphore de la famille traditionnelle et patriarcale. Consentir à l'IVG consisterait à donner une voix, une prérogative supplémentaire à une femme quant au développement de la famille. Or, ce devenir ne relève que de l'autorité du père pour la stabilité des sociétés. Par conséquent, il faut absolument interdire aux femmes tout droit de décision à ce sujet.

Cette position illustre la hiérarchie prétendument nécessaire entre les femmes et les hommes. Ces derniers bénéficient de compétences et de devoirs qui les rendent supérieurs aux femmes. Par effet de ricochet, l'égalité ne constitue en aucun cas une valeur centrale de cette idéologie. La hiérarchie implique en effet que l'homme domine la femme. Elle implique également que ma famille a plus de valeurs que les autres. Par extension, ma nation vaut largement plus que les Etats voisins.

Voilà comment se justifie la misogynie, le racisme, le classisme...

Il va sans dire que nous ne rejoignons en aucun cas ce point de vue.

Les conséquences du modèle patriarcal et autoritaire sur la justice

Radio France propose un compte rendu en ligne d'un podcast intéressant⁷. Celui-ci se penche sur les violences conjugales et autres types de violences touchant majoritairement les femmes. À cet égard, ce média a mis en lumière le rôle moindre de la justice italienne et du gouvernement italien dans la protection des femmes en amont des agressions.

D'évidence, dans ce système, on peut envisager différentes mesures. Mais bien davantage pour résoudre les conséquences des violences que pour empêcher leur survenance. L'objectif ne consiste donc pas à traiter ce qui constitue leurs racines.

On voit bien, à nouveau, la force prégnante de la métaphore de la famille patriarcale. Cette métaphore part du principe que les violences sont inéluctables. Aucunement besoin de mettre en place des mesures de prévention. En effet, seule une répression peut permettre d'apaiser la société.

Une instrumentalisation des violences faites aux femmes pour attirer l'électorat

Le média « Huffpost » publie un article en août 2022⁸. Nous sommes alors en pleine campagne des élections générales italiennes. L'article rapporte des faits très problématiques concernant la formation politique « Fratelli D'Italia ». Le parti, dirigé par Georgia Meloni, a choisi d'instrumentaliser, sans son consentement, une vidéo d'une femme agressée. Les images montrent une femme ukrainienne en rue. Un demandeur d'asile l'agresse alors publiquement, sans raison apparente.

Voilà une occasion en or, pour les « Frères d'Italie » d'illustrer leur argument phare ! Il faut urgemment réduire l'accueil des immigrés au sein du pays. Cette restriction est le seul gage de sécurité des femmes. « Regardez la vidéo, et voyez comme les étrangers sont de dangereux voyous dont nous devons nous protéger... ». Evidemment, cet argument passe sous silence un fait primordial.

⁷ « Fratelli d'Italia et le fascisme : un aggiornamento inachevé », Cultures Monde, s.d., disponible sur <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/cultures-monde/fratelli-d-italia-et-le-fascisme-un-aggiornamento-inacheve-4134757>.

⁸ M. TERRIER, « En Italie, une campagne marquée par l'instrumentalisation d'une agression sexuelle », *Huffington Post*, 25 août 2022, disponible sur https://www.huffingtonpost.fr/international/article/en-italie-la-campagne-electorale-marquee-par-l-instrumentalisation-d-une-agression-sexuelle_206943.html.

L'écrasante majorité des violences faites aux femmes sont commises par des hommes qui ne sont pas étrangers.

L'utilisation de la vidéo à des fins électoralistes a fait polémique. Premièrement à cause de l'absence de consentement de l'utilisation de la vidéo de la part de la victime. A aucun moment, cette dernière n'a manifesté son accord à la médiatisation de son agression. Ensuite, en raison de l'instrumentalisation expliquée ci-dessus.

L'article mentionne que certains partis italiens auraient réagi négativement à la suite de la diffusion de la vidéo. Il s'agit majoritairement d'organisations appartenant à la coalition de la gauche

En effet, cela démontre tout d'abord une mise de côté du consentement de la victime. Mais, en outre, cela illustre comment l'extrême droite biaise les informations pour nourrir sa la politique anti-immigration.

Initialement, Georgia Meloni avait posté et commenté la vidéo sur Twitter. A la suite de nombreuses plaintes, elle a supprimé sa publication.

Italie et violences faites aux femmes sous un prisme Lakoffien : la métaphore comme « lentille » et non comme réalité absolue

Reprenons, à nouveau, la grille d'analyse de Lakoff pour étudier les faits.

Le modèle du « père strict » induit un idéal de la famille patriarcale et autoritaire. Sous ce prisme, cette interprétation des violences renvoie au fait qu'une métaphore n'est qu'une lentille. Il s'agit, en effet, d'une manière singulière de voir le monde. Or cette vision peut être faussée par une idéologie et un contexte.

Ici, l'extrême droite italienne considère que les individus issus de l'immigration sont de potentiels agresseurs. Ce faisant, elle s'éloigne du modèle de bienveillance mutuelle et de l'entourage « nurterant ».

Les dirigeants politiques préfèrent trouver des cibles « faciles ». Cela leur permet alors de justifier une politique discriminante.

Dès lors, ils/elles nient le sexisme. Mais également le lien entre le statut diminué de la femme avec les violences qu'elle subit. Sans oublier qu'ils/elles mettent de côté toute notion de respect des victimes.

Une telle politique reflète un manque d'écoute et de profondeur dans les débats. Malheureusement, il s'agit du résultat d'une hiérarchie, d'une autorité

et d'une violence imprégnée dans les idéaux d'extrême droite. Ces idées s'associent, nous l'avons vu, à la métaphore d'une famille patriarcale.

Les conséquences de la montée de l'extrême droite sur les droits des femmes en Pologne

Il nous semble également pertinent de nous intéresser à la Pologne. De fait, il s'agit de l'un des pays européens dans lequel l'extrême droite a fait une réelle montée en puissance depuis une dizaine d'années.

Le contexte

En automne 2015, le parti polonais ultraconservateur Droits et justice (PiS) remporte largement les élections législatives. Ce dernier obtient une majorité absolue au Parlement. Dès lors, l'Assemblée ne comptait plus aucun.e représentant.e de gauche.

Pour donner un peu plus de contexte, le parti Droits et Justice (PiS, Prawo i Sprawiedliwość) se fonde en 2001 par les frères Lech et Jarosław Kaczyński. Il s'agit d'un parti politique polonais ultraconservateur et nationaliste.

Le PiS met un fort accent sur les valeurs familiales traditionnelles, la souveraineté nationale et la justice sociale. Ce parti ultraconservateur s'oppose à l'avortement et au mariage homosexuel. En parallèle, il promeut l'identité nationale polonaise.

Le mouvement a déjà remporté plusieurs succès électoraux. Pensons notamment à 2005, 2015 et plus récemment 2019. Il s'est engagé dans des réformes controversées du système judiciaire. Cependant, ces dernières s'analysent souvent comme des tentatives de contrôle politique des institutions judiciaires.

Dès le début de la législature, les élu.e.s PiS s'attaquent immédiatement aux droits des femmes. Ainsi, nous avons repris l'analyse de Julia Kubisa, professeure de sociologie à l'université de Varsovie et activiste féministe. Elle rapporte que le gouvernement a d'abord décidé de ne plus soutenir les associations qui accompagnent les femmes victimes de violences conjugales. En effet, il considérait qu'en raison de leur assistance ciblée envers les femmes, ces associations étaient discriminatoires. Un comble !

L'influence de la montée de l'extrême droite sur le droit à l'IVG en Pologne

Un accès à l'IVG déjà fortement restreint en Pologne

Revenons sur la question importante de l'interruption volontaire de grossesse (IVG). A cet égard, la Pologne a déjà l'une des législations les plus restrictives d'Europe. En effet, depuis 2013, elle a adopté une loi sous pression de l'Église. Celle-ci interdit l'IVG sauf dans trois cas bien précis. Tout d'abord, s'il existe un danger de mort de la femme enceinte. Ensuite, si le fœtus présente une malformation grave. Enfin, si la grossesse résulte d'un viol et/ou d'un inceste.

Au printemps 2016, un an après le début de la nouvelle législature, le gouvernement soutient un nouveau projet de loi. Ce dernier prévoit la prohibition totale de l'avortement. Il envisage également la criminalisation des femmes qui le pratiqueraient ainsi que des enquêtes sur les fausses couches. Ce projet de loi n'a heureusement jamais abouti.

L'accès à l'IVG davantage restreint depuis 2021.

Toutefois, le 27 octobre 2021, la Cour constitutionnelle de Pologne a davantage réduit l'accès à l'avortement. Celle-ci a décidé de supprimer les motifs «de malformation grave et irréversible du fœtus ou de maladie incurable menaçant la vie du fœtus» autorisant l'avortement.

En réalité, cette restriction apparaît comme une quasi-interdiction de l'interruption volontaire de grossesse dans le pays. Car plus de 90 % des 1 000 avortements légaux pratiqués en Pologne chaque année se basaient sur ce motif.

Les conséquences dramatiques engendrées par cette nouvelle restriction

Cette nouvelle loi a entraîné des conséquences dramatiques pour de nombreuses femmes enceintes en Pologne. Certes, l'avortement reste autorisé en cas de danger pour la vie de la mère ou de viol. Néanmoins, au moins six femmes sont décédées parce que les médecins craignaient d'être poursuivies. En pratique, les femmes se confrontent à l'impossibilité de devenir éligibles à un avortement légal. Tout ça, en raison de la perception de l'avortement en Pologne.

En septembre 2021, une femme est morte d'un choc septique. Ses soignants lui avaient refusé l'accès à des services d'avortement alors que le fœtus

présentait une malformation grave. Les médecins ont préféré attendre le décès « naturel » du fœtus plutôt que de privilégier l'existence de cette femme. Elle s'appelait Izabel et avait seulement 30 ans. En outre, elle avait une petite fille de 9 ans, devenue dès lors orpheline.

Cet événement tragique ne constitue malheureusement pas un cas isolé en Pologne. En effet, depuis cet incident bouleversant, d'autres femmes ont perdu la vie pour des raisons similaires. Nous pensons notamment à Dorota Lalik, le 24 mai 2023.

Certaines associations viennent donc en aide à ces femmes. Par exemple, l'organisation Avortement sans frontières (Abortion Without Borders) a épaulé 34 000 femmes de Pologne afin de se faire avorter en 2020. Toutefois, ce nombre n'est pas du tout suffisant. Car il représente seulement une fraction du nombre total de femmes polonaises ayant besoin de soutien pour accéder à ce service.

Le lien entre la restriction d'accès à l'IVG et l'analyse de Lakoff

La quasi-interdiction de l'IVG et l'approche punitive et sévère de l'extrême droite.

Une nouvelle fois, nous pouvons reprendre la grille d'analyse de Lakoff.

La quasi-interdiction de l'IVG en Pologne reflète le modèle de la famille patriarcale décrit par Lakoff. Nous avons vu à plusieurs reprises que ce schéma est promu par l'extrême droite.

Dans ce modèle, l'État, appuyé par l'Église, agit comme le « père strict ». Celui-ci impose des règles rigides. Par conséquent, il sanctionne les écarts pour maintenir l'ordre social et les valeurs de la famille traditionnelle.

Cette autorité se manifeste par un contrôle rigoureux et direct sur les corps des femmes. Elle leur réduit l'accès à l'I.V.G. Ce faisant, elle limite leur autonomie et leur droit de choisir. La criminalisation des femmes et des médecins liées à l'avortement illustre une approche punitive. Selon cette dernière, les lois visent à réprimer plutôt qu'à soutenir. Cela rentre en adéquation avec la vision patriarcale qui ne défend qu'une autorité sévère, au sein de la société. En effet, celle-ci se révèle nécessaire à la perpétuation de l'ordre et de la sécurité.

La quasi-interdiction de l'IVG et la préservation de la culture nationale.

De plus, pour l'extrême droite, la maternité est perçue comme une mission patriotique. Au sein de la famille patriarcale que promeut l'extrême droite, les femmes sont encouragées à avoir plusieurs enfants. Elles doivent ainsi contribuer à la «reproduction de la nation».

Cette vision se lie directement à un type de nationalisme qui considère la croissance démographique comme essentielle. Elle seule pourrait sauvegarder l'identité et la civilisation nationales du pays.

Le contrôle des droits reproductifs des femmes, y compris l'avortement, constitue donc un moyen pour l'extrême droite de renforcer cette vision.

En restreignant l'accès à l'avortement, le gouvernement impose ainsi une surveillance sur les corps des femmes. Cela les contraint à assumer le rôle de mères. Peu important, au fond, les circonstances, qu'elles soient difficiles, désirées ou non.

L'insuffisance dans la protection des femmes contre les violences

En date du 16 septembre 2021, le Conseil de l'Europe publie un rapport accablant. Ce dernier souligne que la protection des femmes contre les violences en Pologne reste gravement insuffisante. Ce rapport indique également que la Pologne ne réussit pas à prévenir et à combattre de manière efficace les violences faites aux femmes et aux filles. Monica Costa Riba, chargée de campagne sur les droits des femmes en Europe à Amnesty International, affirme que l'attitude misogyne du gouvernement polonais expose quotidiennement les femmes à des risques accrus de violence.

Les féminicides

En effet, le nombre de femmes qui meurent en raison de violences domestiques s'élève à environ 400 femmes chaque année en Pologne. Ces chiffres émanent de divers rapports et organisations non gouvernementales. Ils incluent les féminicides.

Cependant, il faut relativiser ce chiffre. Pour commencer parce que chaque année varie. Par ailleurs, les statistiques peuvent être difficiles à obtenir avec précision. Notamment à cause de la sous-déclaration et des différences dans les définitions et les méthodes utilisées pour enregistrer ces crimes.

Toutefois, ce chiffre paraît extrêmement élevé par rapport à d'autres pays européens. Ainsi, comparons à la Belgique. On y recense entre 20 et

40 féminicides par an pour une population moins importante que la Pologne. De son côté, la France en totalise 120 à 150 chaque année. Pourtant, ce pays compte 30 millions d'habitants de plus que la Pologne.

L'hypothèse du retrait de la Convention d'Istanbul

La situation s'aggrave encore en juillet 2020. Lors d'une conférence de presse, le gouvernement annonce son intention de se soustraire de la Convention d'Istanbul. Pour rappel, il s'agit d'un traité international adopté en 2011 visant à mieux protéger les femmes contre les violences domestiques.

Les autorités polonaises justifient cette volonté de retrait en prétendant que la convention contredit les valeurs familiales traditionnelles. Cette position a suscité des critiques tant au niveau national qu'international.

Le gouvernement conservateur estime, par exemple, que le texte va à l'encontre des droits des parents. En effet, il demande aux écoles d'enseigner l'égalité homme-femme !

Cela dit, bien que les autorités polonaises aient annoncé leur intention de se retirer de ce traité, le processus de désengagement n'est pas encore finalisé.

Une réduction des protections déjà insuffisantes

L'absence de protections adaptées pour les victimes, les lois obsolètes, la culture du blâme des victimes et l'impunité renforcent cette crise.

En effet, le législateur polonais pourrait adopter des mesures pour améliorer la sécurité des femmes. Nous pensons, par exemple, à une meilleure définition du viol basée sur l'absence de consentement. Mais, au lieu de cela, le législateur semble se diriger plutôt vers une réduction des protections déjà insuffisantes pour les femmes et les filles.

L'absence de protection des femmes contre les violences en Pologne étudiée sous l'angle d'analyse de Lakoff.

Un modèle de famille patriarcal

Comme précédemment, la grille d'analyse de Lakoff nous éclaire sur les valeurs promues.

Cette absence de protection des femmes contre les violences peut s'expliquer en partie par la promotion par l'extrême droite d'un modèle de famille patriarcal.

Ce modèle de famille traditionnel favorise la domination des hommes. Il maintient également des rôles stricts pour les femmes. De fait, il considère qu'elles sont destinées à effectuer les tâches domestiques. Il les place donc en position subordonnée.

En renforçant ces normes, l'extrême droite accroît les déséquilibres de pouvoir dans les foyers. Cela rend ainsi les femmes plus susceptibles de devenir économiquement et socialement dépendantes de leurs partenaires masculins.

Le renforcement de la vulnérabilité des femmes face aux violences

Cette dépendance peut rendre les femmes plus vulnérables aux violences. En effet, elle limite directement leur capacité à remettre en question leur relation avec leur partenaire masculin. Et cela devient donc plus difficile pour elles d'échapper aux situations de violence domestique. Car il va sans dire que les femmes ne peuvent relationner qu'avec des hommes, dans le cadre de relations hétérosexuelles.

De plus, cette idéologie s'oppose aux avancées des droits des femmes. Et elle condamne celles et ceux qui remettent en question ce modèle patriarcal. Par conséquent, l'extrême droite maintient une culture de silence autour des violences conjugales et des agressions sexuelles. Cette attitude décourage fortement les victimes à chercher de l'aide ou à signaler les violences.

Une normalisation de l'extrême droite par toutes les tranches d'âge

L'extrême droite d'Italie et de Pologne ne font pas figure d'exception. Elle incarne toutes les valeurs promues par ce mouvement, quel que soit le pays dans lequel elle évolue.

Cela nous inquiète fortement sur la montée de ces idées en Belgique, notamment en Flandre. Mais, cela nous terrifie encore plus par rapport à l'actualité politique française. Nous nous questionnons, particulièrement, sur les raisons de cette percée.

« Le Rassemblement national pour essayer »

Nous allons donc revenir aux résultats des élections européennes ayant abouti à une dissolution de l'Assemblée par l'actuel président Emmanuel Macron.

En anticipation des élections législatives, le média « France culture » « Les pieds sur terre » publie un podcast « Le RN pour essayer ». Dans ce dernier, des

personnalités de différents milieux sociaux et de différentes tranches d'âge s'expriment ouvertement sur leur choix de vote.

Les explications d'un tel vote ? Pour beaucoup, ils/elles n'ont jamais testé. Et ils/elles sont désespéré.e.s face à un manque d'écoute d'une politique macroniste qui ferait barrage à l'effectivité du modèle démocratique.

Après l'écoute du podcast, on réalise que souvent, derrière une voix pour l'extrême droite, il y a un appel à l'aide. Il y a aussi une grande précarité sociale et économique.

Ainsi, pour les plus jeunes, Jordan Bardella est un candidat attractif. En effet, par son âge, il serait plus susceptible de répondre aux attentes des 18-25 ans. Cela met en lumière des carences en éducation politique. Mais aussi, il faut bien le reconnaître, une manipulation réussie de l'extrême droite.

Pour beaucoup, ils/elles n'évaluent aucunement les programmes en eux-mêmes. Souvent, ils/elles ne les consultent même pas.

Un des hommes interrogés n'a trouvé comme seul argument que le fait que « Marine Le Pen avait l'air sympathique ». Pourtant, l'air ne fait pas la chanson. Seuls les actes et les valeurs devraient influencer le choix politique.

Cependant, les électeurs et électrices du Rassemblement national semblent se fier davantage aux impressions qu'aux programmes. Dès lors, ils/elles se tirent une balle dans le pied. En effet, s'ils/elles critiquent la politique macroniste par son manque d'aide aux plus démunis.e.s face à l'inflation économique, il serait plus cohérent de mettre un bulletin dans l'urne pour le programme du nouveau Front populaire.

Encore faut-il lire tous les programmes. Mais aussi bénéficier d'une culture politique permettant de comprendre les enjeux.

Les votes d'extrême droite illustrent, à notre sens, un échec du système éducatif et scolaire à transmettre l'histoire et à nourrir l'esprit critique des citoyens.ne.s.

Les racines historique et idéologique de l'extrême droite française

A ce sujet, revenons quelque peu sur l'histoire du Rassemblement national.

La création du parti

Tout d'abord, le parti se nomme Front national (FN) pour l'unité française. Jean-Marie Le Pen l'institue le 5 octobre 1972. Rappelons, d'ailleurs, avant

d'aller plus loin, qui est Jean-Marie Le Pen. Cet individu a fait l'objet de nombreuses condamnations en raison de « dérapages » médiatiques pour apologie de crime de guerre, incitation à la haine raciale et propos antisémites.

Il a créé ce parti avec 5 autres hommes :

- Alain Robert membre d'Ordre nouveau, un mouvement néo-fasciste ultra violent,
- François Brigneau, un ancien milicien vichyste,
- Roland Gaucher ancien collaborateur et ancien du RNP, un parti politique français fasciste et collaborationniste,
- Roger Holeindre ancien membre de l'OAS, une organisation terroriste clandestine française et
- Pierre Bousquet, le trésorier, un ancien Waffen SS de la division Charlemagne.

Ce parti rassemble de nombreux mouvements nationalistes d'extrême droite, dont les néofascistes d'Ordre nouveau. Son président Jean-Marie Le Pen axe sa campagne sur l'autorité, le rejet des élites et l'immigration. Divisé pendant longtemps, il a fallu attendre 10 ans pour que le parti se fasse réellement connaître de tou.te.s.

Une montée progressive du parti

Jusque dans les années 90, le Front national se concentre sur les milieux aisés pour séduire son électorat.

Pendant les années 90, il se tourne vers les classes populaires inquiètes de la mondialisation.

Jean-Marie Le Pen arrive en quatrième position lors des présidentielles de 1995. Il progresse à chaque élection locale. Le leader multiplie les provocations racistes. Ainsi, il va jusqu'à qualifier les chambres à gaz « de point de détails de l'histoire ». Suite à cette déclaration, il fait l'objet d'une condamnation en septembre 1987.

En 1998, le Front national recule. En effet, l'une des principales figures de ce parti, Bruno Mégret, quitte le mouvement. Cela induit une scission du parti. En 2002, Le Pen secoue la classe politique en accédant au second tour de l'élection présidentielle. Il s'oppose alors à Jacques Chirac. Ce dernier refuse alors de débattre avec lui, affirmant qu'on ne débat pas avec l'extrême droite.

Malgré cette ascension spectaculaire, Jean-Marie Le Pen finit par s'effondrer en 2007.

La reprise en main de l'image du parti par Marine Le Pen

En 2011, sa fille Marine lui succède avec les mêmes priorités : la sortie de l'Union européenne, l'identité nationale et la lutte contre l'immigration. Le nouvel ennemi du mouvement devient le fondamentalisme islamiste. Toutefois, le parti ne fait plus référence à la race. Très vite, Marine Le Pen se distingue officiellement des positions antisémites de son père. Elle finit même par l'exclure du parti en 2015. Cela ne l'empêche pas d'assister avec enthousiasme à des manifestations semi-publiques profondément antisémites. Cependant, en surface, elle « nettoie » l'image d'antisémitisme collée au parti.

Depuis 2012, les victoires s'enchaînent pour le Front national lors des élections. En 2017, Marine Le Pen se qualifie pour le second tour lors des présidentielles. Certes, elle n'emporte pas les élections. Mais elle récolte tout de même 34 % des suffrages, un record.

La mutation en Rassemblement national

En 2018, le Front national se mue en Rassemblement national. L'objectif ? Dédiaboliser le parti et faire oublier son passé problématique.

En 2022, Marine Le Pen se présente à nouveau aux élections présidentielles. Cette fois, elle se concentre davantage sur les questions de pouvoir d'achat. Le Pen continue de dédiaboliser son image. Et elle se qualifie à nouveau pour le second tour face à Emmanuel Macron. A ce scrutin, elle recueille 23,15 % des suffrages. Au second tour, elle obtiendra 41,45 % face à Emmanuel Macron qui en décrochera 58,55 %.

Désormais, les deux principales figures sont Marine Le Pen et Jordan Bardella.

L'histoire du Rassemblement national montre donc un patrimoine idéologique et historique évident avec le fascisme. Pourtant, il continue à nier farouchement tout lien entre leur programme et le nazisme du 20e siècle. On y observe un parallèle frappant avec le parti « Fratelli d'Italia » qui n'assume pas non plus son héritage fasciste.

Une dédiabolisation des valeurs d'extrême droite

Cette dédiabolisation de l'extrême droite a poussé Jordan Bardella à s'exprimer quant aux violences faites aux femmes au début du mois de

juin 2024. Dans le contexte de la campagne des élections législatives, il a diffusé une vidéo à ce sujet.

Nous n'avons pas envie de nous appesantir sur ce sujet. En une phrase comme en cent : rien ne va !

Ainsi, à titre d'exemple, on remarque que son discours ne cible pas directement le sexisme, mais les agressions immédiates. Le problème n'est donc pas traité à la racine. Cela illustre le fait que le parti instrumentalise la question des violences faites aux femmes pour lisser son image. Aucune mesure ne sera appliquée dans la pratique pour lutter contre efficacement.

Une dédramatisation dans les médias

Sur TikTok, Instagram et Twitter, les candidat.e.s d'extrême droite sont très influents. Ils/elles publient beaucoup de contenu.

On remarque que leur programme est rarement directement mentionné de manière claire.

En effet, ils/elles préfèrent davantage mettre en avant des traits de personnalité ou des caractéristiques physiques. Or, poster des vidéos humoristiques n'est pas anodin. En effet, cela fonctionne pour attirer l'électorat, particulièrement dans la tranche d'âge des 18-25 ans.

Mais ne nous y trompons pas. Rien n'a changé. Et les valeurs promues par ce parti n'amènera jamais l'égalité que nous visons pourtant.

Conclusion

L'extrême droite gagne de plus en plus d'influence dans les sondages. Cela se remarque après une simple lecture des résultats aux élections européennes 2024. Dès lors, il est important de mettre l'accent sur les conséquences des programmes d'extrême droite sur les droits des femmes et sur l'accroissement des violences sexistes.

De la même manière que nous l'avons mentionné au cours de l'article, il ne s'agit pas de mettre en avant un seul type de violence — la violence physique — apparaissant comme « évidente ». L'idée ici consistait à mettre en avant la violence des discours traditionalistes véhiculés par l'extrême droite. Car elles limitent la capacité des femmes à s'exprimer quant à des droits les concernant. En outre, elles nient leurs ressentis.

Par ailleurs, nous avons réalisé ce travail par le prisme d'une analyse Lakoffienne. Celle-ci permet de questionner efficacement la validité de parler

de « centre » politique, dans un modèle sociétal d'une extrême droite de plus en plus dédiabolisée.

Nous avons fait référence à deux pays européens : la Pologne et l'Italie. Le point commun de ces deux États ? La popularité de l'extrême droite dans les élections et les sondages. Disséquer sous un angle Lakoffien et métaphorique permet de donner des outils aux électeurs et électrices afin de mieux comprendre les enjeux politiques.

De plus, au vu du contexte actuel de dissolution de l'Assemblée nationale en France et de la renommée accrue de l'extrême droite au sein du pays, informer quant aux racines de leurs partis pour révéler les réelles intentions de leurs programmes semble plus que jamais nécessaire.

Léonie Simonot, Azélie Maurice et Miriam Ben Jattou